

VU Research Portal

Conversion religieuse et formation professionnelle au XVIIIe siècle: la 'Propagande' de Montpellier

Frijhoff, W.T.M.; Compère, Marie-Madeleine

published in

Revue française de pédagogie
1980

document version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Frijhoff, W. T. M., & Compère, M-M. (1980). Conversion religieuse et formation professionnelle au XVIIIe siècle: la 'Propagande' de Montpellier. *Revue française de pédagogie*, 52(juillet-sept.), 19-35.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

CONVERSION RELIGIEUSE ET FORMATION PROFESSIONNELLE AU XVIII^e SIECLE : la « Propagande » de Montpellier

Vouées à la conversion des protestants, les confréries pour la Propagation de la foi naissent à partir des années 1630 (Paris, la première, en 1634) et se répandent dans les villes de confession mixte (Rouen, 1642 ; Marseille, 1645 ; Grenoble, vers 1650 ; Sedan, 1652 ; Le Puy, 1653 ; Metz, 1657 ; Lyon, 1659) (1). Celle de Montpellier*, créée en 1679, s'insère donc dans ce réseau devenu dense au cours des décennies qui précèdent la Révocation de l'Edit de Nantes. Mi-cléricales, mi-laïques, ces associations sont proches, dans leur composition sociale et leur idéologie dévote, des Compagnies du Saint-Sacrement, qui leur fournissent d'ailleurs bien des membres. Elles se maintiennent jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, mais on observe une mutation de leurs activités au cours de leur siècle d'existence. Dans une première période qui irait **grosso modo** de leur création aux années 1710, elles se consacrent aussi bien aux enfants qu'aux adultes ; elles prennent

* Nous remercions vivement Danièle Neirinck et Annette Sahraoui, conservateurs aux Archives départementales de l'Hérault, qui nous ont donné toutes facilités pour travailler sur un fonds en cours de classement.

alors en charge tous ceux qui s'adressent à elles dans un désir censément spontané de conversion, distribuent les aumônes, méritent les uns en pension chez des personnes sûres, assurent aux autres un placement comme apprenti ou comme domestique. Les « Maisons de la Propagation » louées ou achetées par leurs soins sont alors des sortes d'« hospices de catéchumènes » (2) où l'on catéchise et où l'on héberge provisoirement les nouveaux convertis.

La transformation de tels établissements se noue au tournant des années 1730, quand ils se sont assimilés à de véritables institutions scolaires où les petits protestants sont mis en pension pour recevoir une instruction générale parallèlement à leur éducation religieuse. La gratuité est assurée à la plupart d'entre eux par l'octroi d'une pension annuelle d'une centaine de livres que leur verse la Régie des Biens des Religionnaires fugitifs (3). Principales gestionnaires de ces « pensions royales », les confréries pour la Propagation de la foi ont dans un deuxième temps pour principale occupation l'administration de ces sortes d'écoles. On compte beaucoup plus de maisons pour les filles que d'établissements destinés aux garçons : la prolifération des congrégations féminines enseignantes permettait de fournir aisément et à peu de frais un personnel compétent ; le pensionnat correspondait davantage aux habitudes d'éducation des filles (4).

I. — LA PROPAGANDE : UNE INSTITUTION SCOLAIRE DOUBLE

La Propagation de Montpellier, dont les archives ont été conservées (5), dirigeait un de ces rares pensionnats de garçons. Ici la rupture entre les deux types d'activités qu'on vient de définir est accentuée du fait d'une longue interruption dans les procès-verbaux de la confrérie entre 1681 et 1752 (6). Cette lacune n'est pas forcément fortuite : la congrégation a dû s'assoupir dans la première moitié du siècle et elle renaît de la volonté d'un vicaire général : François-Gabriel de Pomier de Saint-Bonnet, qui la reconstitue avec des amis, obtient des lettres patentes de confirmation (décembre 1754) pour la rendre apte à recevoir dons et legs, et teste en sa faveur en 1763 après avoir acheté de ses deniers la maison dite des Colombys qu'il destine à une institution pour les jeunes protestants (7). Le bâtiment en est encore debout aujourd'hui, près de la cathédrale, dans la rue de la Providence, entre les rues de l'Ecole-Mage et Arc-de-Mourgues. Laissant de côté l'activité de la compagnie au moment de la Révocation de l'Edit de Nantes, nous nous attacherons plus particulièrement au fonctionnement de cette institution, communément appelée « **la Propagande** » (8), qu'elle dirige dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (1752-1793).

A défaut de la composition sociale de la confrérie dans son ensemble, celle du bureau qui l'anime nous est

connue. Sur les vingt et un membres qu'il compte au cours de la période, neuf appartiennent au clergé et douze sont des laïcs. Les premiers sont tous séculiers, six d'entre eux sont chanoines (quatre siègent au chapitre cathédral, dont trois sont en même temps vicaires généraux, et deux à la collégiale de Saint-Sauveur) ; les trois autres sont : l'un curé de la paroisse Sainte-Anne de Montpellier, le second conseiller-clerc au Présidial, le troisième est dit prêtre sans que soient précisées ses fonctions. Au total donc, des ecclésiastiques bien rentés, caractéristiques d'un moyen clergé intégré dans la bonne société montpelliéraine. Les laïcs appartiennent au milieu des officiers et des hommes de loi : deux notaires, deux procureurs et un conseiller au Présidial, un trésorier de France, un receveur des droits de contrôle, un professeur de droit, un avocat et un bourgeois (les deux autres n'ont pas été identifiés). On peut donc noter l'absence de négociants ou de médecins, plus favorables peut-être à la tolérance, voire imprégnés eux-mêmes de protestantisme. Ce paysage social ressemble fort en tout cas à celui de la compagnie lyonnaise cinquante ans plus tôt, évoqué par Madame Martin (9).

Une première tâche incombe au bureau : le recrutement de jeunes pensionnaires et conjointement la gestion des pensions que la Régie des Biens des Religionnaires fugitifs leur destine. Il lui faut donc repérer dans Montpellier et ses environs les enfants protestants et persuader les parents de leur donner une éducation catholique. Cette prospection est organisée méthodiquement. La ville est partagée en quartiers dont chacun est placé sous la responsabilité d'un ecclésiastique et d'un laïc. Dans le diocèse, on compte sur l'armée de réserve que constituent les curés de campagne. Une circulaire leur est adressée le 12 février 1753 pour les informer de l'existence de l'institution et de son objet, et leur demander de fournir de petits dossiers individuels sur les enfants susceptibles de recevoir la pension royale (10) ; l'envoi est renouvelé en février 1770. Si on dresse la liste de ceux qui ont sollicité l'entrée de tel ou tel enfant, les curés pourtant sont loin de former l'armature du réseau ainsi dessiné, puisque seuls en font partie le curé de Ganges et son vicaire, ceux de Brissac, de Buzignargues, de Lansargues et de Saint-Marcel. Les laïcs ont pris le relais : à Lunel une demoiselle Jeanneton Chambon, de toute évidence rentière de son état, fait figure de véritable sergent recruteur (11). Quelques bienfaiteurs s'engagent aussi à payer la pension de protégés : parmi eux les évêques de Montpellier et des diocèses limitrophes (Alès, Lodève, Uzès), mais aussi de hauts personnages de la ville comme Baron, trésorier de France, ou Coste, directeur des Messageries (ce dernier déclare en 1793 10 000 l. de revenus) (12). Faute de renseignements précis, il est difficile de préciser plus avant le profil social des correspondants de la Propagation.

Une fois les enfants ainsi collectés, les filles sont distribuées parmi les écoles de la ville tenues par des religieuses. La maison de la **Providence** accueille la majorité d'entre elles car elle a vocation d'éduquer les nouvelles converties ; fondé en 1682 dans ce dessein, mais devenu un repaire de « filles amoureuses et libertines » (13), cet établissement, confié aux Ursulines du couvent montpelliérain de Saint-Charles, est restauré par les soins de la Propagation qui obtient pour lui de nouvelles lettres patentes le 26 juillet 1756 (14). A cette date, quarante sur les soixante pensionnaires sont nouvelles catholiques. La logique de la répartition des filles dans les différents pensionnats obéit vraisemblablement à des critères sociaux : en bas de l'échelle la Providence reçoit les filles issues des milieux artisanaux ; les Sœurs Noires et celles de Notre-Dame du Refuge, congrégations séculières, auraient une clientèle analogue. Puis viendraient, dans l'ordre croissant de la hiérarchie sociale : les Ursulines, les Visitandines, et le monastère bénédictin du Vignogoul pour les « demoiselles » issues de la marchandise, des offices et de la noblesse (15). Il faudrait vérifier cette impression par des sondages approfondis dans d'autres sites.

Les garçons sont mis en pension à la maison des Colombys ouverte en 1746 et gérée par la Propagation. La maison n'est pas seulement un pensionnat : à côté de lui un **externat** fonctionne comme une école élémentaire, comprenant deux classes desservies par deux Frères des Ecoles Chrétiennes qui sont rémunérés par la Propagation (16) et qui viennent deux fois par jour assurer leur service. Cette école cependant diffère des autres tenues par cette congrégation du fait qu'elle est payante (3 l. par élève et par mois), et qu'elle comprend une section de latinistes (6 l. par mois), le produit des rétributions devant alimenter la caisse de la Propagation. Le pensionnat s'adresse presque exclusivement aux petits protestants (17) qui sont censés y demeurer jusqu'à leur entrée en apprentissage ; il est tenu par un maître « pour contenir les enfants avant et après l'heure des classes... (Il) ne doit jamais les perdre de vue, soit à la promenade aux jours de récréation, soit à l'église, au réfectoire, dortoir, etc. » (18). On lui adjoint un second en 1769. Logés et nourris par la maison ces deux maîtres ont de faibles honoraires (50 l. en 1769 ; en 1775 le premier reçoit 150 l. et le second 75), ce qui explique leur relative instabilité. Sur les sept qui se succèdent et dont l'identité est connue, quatre sont ecclésiastiques ou prêtres, un seul est spécifié laïc. La maison compte en outre un aumônier (dont les fonctions peuvent se cumuler avec celles de premier maître), une gouvernante chargée de l'économet et une servante.

Malgré la modestie de l'établissement, la Propagation dispose pour sa gestion de sommes d'argent qu'enverraient bien des collèges. Pour les quatre années où

la présentation du budget fait l'objet d'une délibération du bureau (1768, 1770 et 1771 d'une part, et 1793 de l'autre) (19) les recettes globales de l'œuvre oscillent autour de 20 000 l. (45 000 l. même en 1770, qui semble à cet égard exceptionnelle) ; le solde est toujours positif, allant de 5 000 à 15 000 l. sans qu'on dispose de la ventilation de toutes les recettes par catégories. Or les revenus émanant de la seule gestion de l'œuvre tels qu'on peut les reconstituer ne forment que la moitié du total des recettes comptabilisées, ainsi que l'établit le tableau suivant :

Pensions des garçons de la maison de Colombys (a)	2 932 l.
Pensions des filles nouvelles converties jouissant d'une pension royale (b) :	
— 34 pensionnaires à la Providence	3 060 l.
— 16 pensionnaires chez les Sœurs Noires	1 860 l.
— 1 pensionnaire chez les Ursulines	144 l.
— 2 religieuses à la Visitation	300 l.
— 2 religieuses au Refuge	200 l.
— 2 filles en métier	190 l.
Rétributions scolaires des garçons externes (c)	2 592 l.
Total	11 278 l.

- a) Moyennes des années 1768 à 1770, soit 24 pensionnaires environ.
b) Chiffres de 1774, première année connue dans son ensemble d'après A.D. Hérault, G 3 583.
c) Evaluation d'après les effectifs de 1770, estimés à 72 enfants.

La Propagation a donc été destinataire de nombreux ou riches dons et legs : la conversion des protestants semble bien œuvre pie, dans les mêmes milieux sans doute que ceux où recrute la confrérie.

Riche et bien géré, l'établissement a manifestement l'estime du public. Lorsqu'en juin 1792 le maire, accompagné d'officiers municipaux, vient signifier au bureau l'arrêté du directoire du département tendant à chasser les Frères qui avaient refusé de prêter serment, l'administration de l'école est conservée intégralement. Son objet seul est transposé du domaine religieux au domaine laïc, car « il répugne à la Constitution qu'il existe des établissements expressément et exclusivement destinés pour la conversion à la religion romaine. Il n'y a de vraies conversions à demander, à solliciter que celles qui attachent les Français à l'Etat, à la Société, à la grande famille, à l'obéissance des lois » (20).

II. — PENSIONNAIRES ET EXTERNES : DEUX CONFESSIONS, UN MÊME MILIEU

Mesurer la place de la Propagande dans la société montpelliéraine du XVIII^e siècle finissant exige, outre une connaissance de son fonctionnement idéologique et institutionnel, une approche pondérée de son recrutement.

Nous avons été grandement aidés en cela par la bonne tenue des registres de l'institution, due sans doute avant tout à leur fonction initiale de registres comptables, dans lesquels la pension de l'élève ou la contribution de ses parents, tuteurs ou protecteurs étaient régulièrement consignées.

Les fiches nominales des élèves, dressées d'après les registres de la pension, peuvent être confrontées avec une liasse d'extraits baptistaires. Cette confrontation montre que les registres reprenaient les renseignements d'état civil fournis par les certificats que les **pensionnaires** devaient remettre à leur entrée, à savoir un extrait baptismal et, si le père était protestant, son autorisation pour que l'enfant fût élevé dans la religion catholique et romaine, ou plus simplement, pour qu'il « soit catholique, apostolique et romain » (21). Grâce à ces documents nous connaissons la profession de 69 sur 170 parents (soit 40,6 %), ce qui renseigne sur la situation sociale de 92 sur 209 (44,0 %) pensionnaires connus. Ce pourcentage est, bien sûr, relativement faible, mais il permet une approche globale, fondée sur une confrontation avec les autres données disponibles. Il est peu probable, en tout cas, que nous eussions retrouvé, au prix d'une recherche longue et onéreuse, l'ensemble des baptêmes des autres enfants, souvent nés hors de Montpellier et baptisés au Désert.

Bien que les registres des élèves **externes** n'indiquent que rarement le métier de leurs parents, la recherche de leur situation professionnelle s'est avérée plus aisée parce qu'il s'agit presque sans exception d'élèves montpelliérains catholiques. Dans la plupart des cas, en effet, leur baptême a pu être retrouvé dans les registres des baptêmes des quatre paroisses de la ville, grâce aux tables qui en ont été confectionnées au XVIII^e siècle. Nous avons ainsi repéré la profession de 312 parents, auxquels correspondent 368 élèves. Sur un total de 498 externes fichés 130 seulement (26,1 %) nous sont donc demeurés inconnus. Il n'est pas exclu qu'un certain nombre d'entre eux ait été baptisé au Désert (22). Beaucoup d'autres sont très vraisemblablement nés ou baptisés hors de Montpellier, en particulier les fils d'agriculteurs de la banlieue. Sans doute faudra-t-il dans l'évaluation qui suivra tenir compte de cette sous-estimation probable du poids de leur catégorie socio-professionnelle. Enfin nous avons éliminé du comptage quelques externes dont le baptême n'a pu être identifié avec certitude pour des raisons d'homonymie. Le fichier ainsi constitué permet de dresser un tableau par catégories socio-professionnelles de l'origine des deux groupes touchés par la Propagande : pensionnaires et externes. Pour que ce tableau prenne toute sa valeur, il faut pouvoir saisir la place des parents d'élèves dans l'ensemble de la société montpelliéraine.

Un document tardif, mais encore antérieur aux bouleversements institutionnels et sociaux de l'époque révolu-

tionnaire, permet la reconstitution globale des différentes couches socio-professionnelles de la ville. Il s'agit des rôles de la **capitation** de 1789 — un document de 52 pages, imprimé « aux frais de souscripteurs », en vertu de la délibération de la commune de Montpellier du 15 janvier 1790, et qui regroupe les capités par l'ordre des sixains (quartiers), et, à l'intérieur, des îles (pâtés de maisons), « afin que chaque citoyen pût trouver plus facilement sa cote, et celle de tout autre avec qui il voudrait comparer la sienne » — ce qui exclut pratiquement les sous-taxations grossières des citoyens aisés, facilement repérables pour les concurrents et jaloux de tous bords. L'ensemble des cotes personnelles y figure, à l'exception de celles du clergé et, bien évidemment, des collectivités (23).

Pour l'exploitation de ce document nous avons eu recours à la méthode mise au point par Jacques Dupâquier (24). Il s'agit de calculer la moyenne d'imposition de toute la population considérée, en divisant le total des impositions payées par le nombre total d'individus cotés. Muni de cette moyenne on répartit les capités en les classant suivant une progression géométrique : ceux qui paient de la moyenne au double de la moyenne dans la catégorie **A**, du double au quadruple dans la catégorie **B**, de quatre à huit fois la moyenne dans la catégorie **C**, et ainsi de suite. De même ceux qui paient de la moyenne à sa moitié sont classés dans la catégorie **a**, de la moitié au quart dans la catégorie **b**, et ainsi de suite jusqu'à ce que toute la population ait trouvé sa place. Dans notre cas, on trouvera le résultat de cette opération sur le **tableau 1**. Il ne s'agit évidemment pas ici de faire une étude sociale de Montpellier. Et contrairement à ce que nous espérions initialement, il ne nous a pas été possible de retrouver avec certitude dans ces rôles les parents des externes et des pensionnaires de la Propagande : les prénoms n'y sont que rarement indiqués et les mêmes noms de famille reviennent fréquemment parmi les tenants d'une profession donnée, souvent à des niveaux de taxation fort différents, de sorte que beaucoup d'identifications auraient relevé de l'hypothèse ou de l'arbitraire. Il est certain, en tout cas, que les noms de famille des parents d'élèves se rencontrent dans une densité toute particulière dans le sixain Sainte-Croix, celui précisément où se trouve l'édifice de la Propagande, ce qui suggère une aire de recrutement réduit, du moins en ce qui concerne les élèves externes : pour ceux-ci, la Propagande aurait joué le rôle d'une école de quartier.

Le tableau socio-professionnel des capités de 1789 ne nous permet donc pas de situer avec exactitude les parents d'élèves dans la hiérarchie fiscale de la ville. Il contribue quand même à une confrontation éclairante entre, d'une part, la composition globale de la société montpelliéraine, et, d'autre part, celle du groupe des familles qui envoient leurs enfants à l'école de la Propagande. Pour cela, il nous a semblé préférable d'amputer

du tableau général des capités les catégories de personnes ne formant pas ménage, selon toute vraisemblance, et n'étant donc pas susceptibles d'entrer dans les catégories des parents d'élèves, à savoir : les garçons et domestiques cotés avec leur employeur dans une seule cote (25), les femmes exerçant un petit métier, et celles qui sont capitées à part, sans profession indiquée. En revanche, nous y avons ajouté les 152 personnes payant une cote d'office.

Le résultat de la confrontation des trois populations étudiées se lit sur le **tableau 2** et le **graphique 1**. La ville de Montpellier y apparaît avant tout comme une cité travailleuse : deux actifs sur cinq y sont artisans, un sur cinq vit du travail de la terre, un sur dix s'adonne au commerce, grand ou petit. L'Université, qui connaît pourtant une légère hausse des effectifs depuis le milieu du siècle (26), ne semble guère peser dans la société urbaine. Pas plus que les offices : à part une Cour des Aides pléthorique (118 officiers), on ne compte guère qu'une centaine d'officiers de tout genre dans la ville. S'y ajoutent 300 commis, dont beaucoup sont sans doute des commis de marchand. Mais il s'agit aussi d'une cité pauvre, où du moins d'une ville où la répartition des richesses est très inégale : l'écrasante majorité de la population (86,4 %) paie moins de la moyenne de la capitation, et plusieurs catégories professionnelles ne dépassent guère cette moyenne, dans leur ensemble. Quant aux riches, une comparaison est possible avec les registres de la Contribution Patriotique de 1789 précisément : 104 citoyens de Montpellier déclaraient alors des revenus supérieurs à 10 000 l. (27). Une tranche comparable est constituée par les capités des catégories **D** à **H**, payant plus de 58 l., soit 216 au total. Les notables (nous comprenons dans ce groupe : noblesse, armée, offices, finance, professions libérales et bourgeois) forment 40,7 % de ce dernier ensemble, les 59 négociants et 15 marchands en constituent 34,3 % ; quelques artisans (3,2 %) et un grand nombre d'oisifs (21,8 %) se partagent le reste. Sur le rôle de la Contribution Patriotique les notables avec des revenus de plus de 10 000 l. représentent 53,8 % du total ; les 41 négociants et un seul marchand forment ensemble 40,4 % ; les 5,8 % qui restent concernent les 6 oisifs. L'on voit que les pourcentages de la Contribution Patriotique sont nettement décalés vers le haut de l'échelle sociale : il n'y a plus d'artisans dans le groupe, il ne reste plus qu'un seul marchand, et les oisifs fortunés se réduisent à un groupe restreint. Il est donc, nous semble-t-il, vraisemblable que les grosses fortunes se trouvaient effectivement en haut de la hiérarchie socio-professionnelle (principalement dans les milieux des nobles, des officiers de la Cour des Aides, et des négociants), et que marchands, artisans et oisifs étaient sur-imposés par rapport à ces catégories.

Tableau 1

Structure socio-professionnelle de la ville de Montpellier d'après la capitation de 1789

Cote en livres	0.10	1 à 1.10	2 à 3	4 à 7	7.10 à 14	14.10 à 28.10	29 à 57	58 à 114	115 à 228	229 à 457	458 à 915	916 à 1 831	Total	
Catégorie	d	c	b	a	A	B	C	D	E	F	G	H	N	%
(M = 7 l. 3 s.)														
Noblesse		1	4	6	12	9	25	19	13	7	1	2	99	0,93
Armée	6		5	3	3	6	2						25	0,24
Officiers	2	3	15	24	21	16							105	0,99
Employés, commis ...	1	34	110	144	9	6	14	5	2	1	1	1	304	2,87
Financiers		3	5	14	10	7	7	6	4	1			57	0,54
Professions libérales ..	3	13	39	31	28	33	24	4	2				177	1,67
Maîtres d'école, théâtre, musique	7	54	50	5	1								117	1,10
Bourgeois	2	10	39	30	26	38	30	14	5				194	1,83
Négociants			5	10	16	18	31	29	20	9	1		139	1,31
Marchands	1	4	26	57	52	34	24	10	4				212	2,00
(Re)vendeurs	4	33	88	34	7	1							167	1,57
Maîtres artisans :														
— alimentation		5	54	82	51	23	4	1					220	2,07
— bâtiment	2	7	81	34	27	4	1						156	1,47
— chaussure	3	10	95	35	14	3							160	1,51
— cuir, tannerie		2	6	22	7	11	1	1					50	0,47
— habillement	5	14	65	38	8	11							141	1,33
— métaux	1	4	34	51	20	18	3	1					132	1,24
— meubles et outillage	1	6	90	62	22	8	4						193	1,82
— papier, imprimerie ..	1	1	14	16	2	4	2						40	0,38
— textile	12	14	486	23	15	7	1						558	5,26
— transport			22	10	16	4							52	0,49
— autres	1	5	64	47	26	8	1	3	1				156	1,47
Total maîtres	26	68	1 011	420	208	101	17	6	1				1 858	17,51
Garçons et compagnons	14	114	1 211	3									1 342	12,65
Auberges, écuries ...	1	3	33	50	20	21	1	1					119	1,12
Agriculteurs :														
— ménagers, jardiniers, fermiers		1	46	70	32	21	3						173	1,63
— travailleurs de terre	18	52	951	38	11	4							1 074	10,12
Domestiques :														
— hommes	2	6	1 178	2									1 188	11,20
— femmes		5	685		1								691	6,51
Petits métiers :														
— hommes	19	132	130	2									283	2,67
— femmes	44	305	141	10	4								504	4,75
Roturiers sans profes- sion indiquée :														
— hommes	33	66	375	98	55	49	22	14	7	3			722	6,81
— femmes, veuves ...	119	427	244	98	68	52	28	17	4	2			1 059	9,98
Total N	302	1 334	6 380	1 149	584	416	228	125	62	23	3	3	10 609	
%	2,9	12,6	60,1	10,8	5,5	3,9	2,2	1,2	0,6	0,2	—	—	100,00	100,00

Tableau 2

Structure socio-professionnelle des groupes de parents d'élèves comparée avec celle de la ville de Montpellier

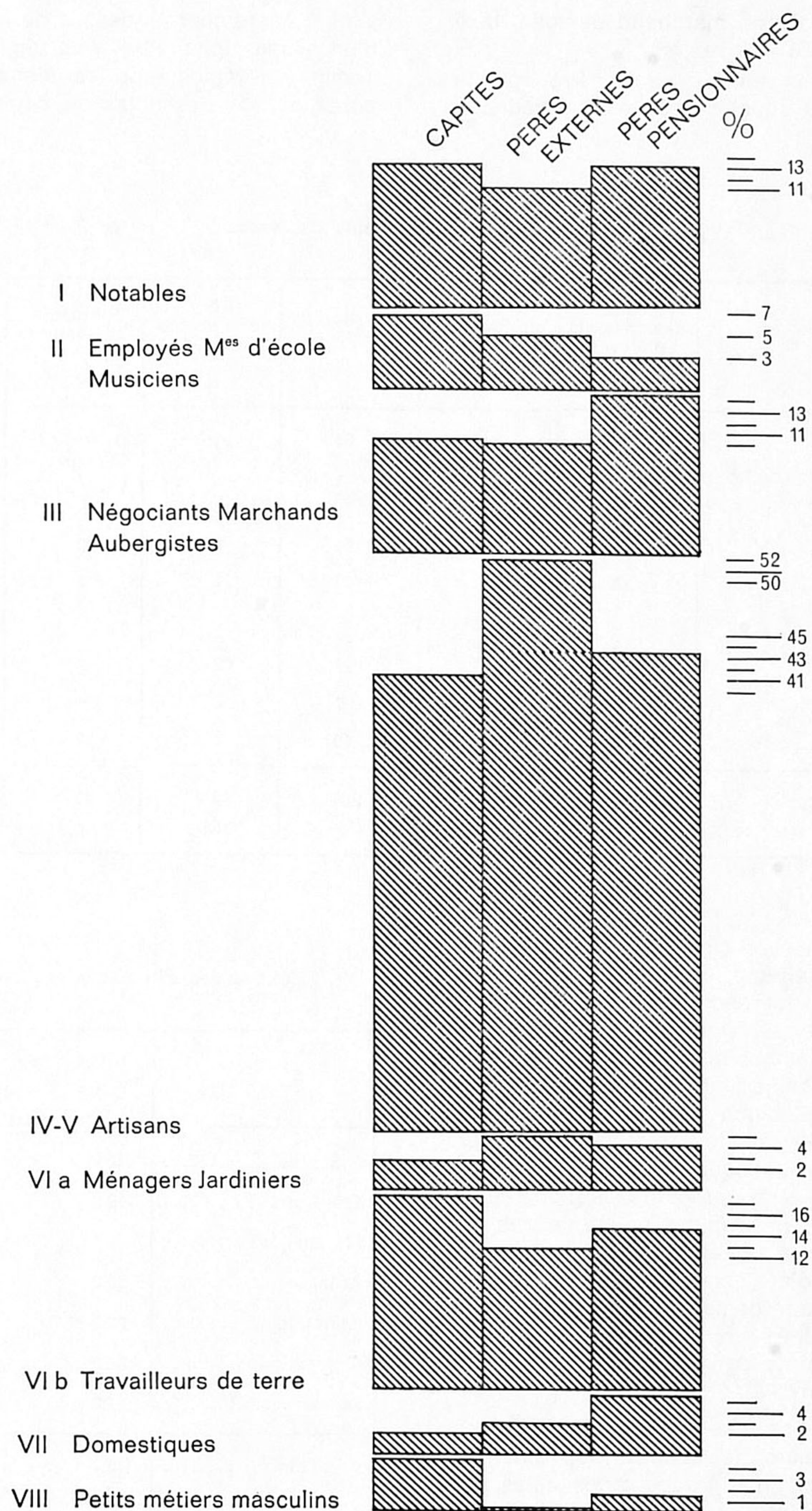
	a. Capitation de 1789		b. Parents d'élèves externes (1768-1784)			c. Parents d'élèves pensionnaires (1746-1790)		
	N	%	N	%	écart b/a	N	%	écart c/a
Nobles et notables *	809	13,43	33	11,22	0.84	9	13,04	0.97
Employés, commis, maîtres d'école, musique, théâtre	421	6,99	15	5,10	0.73	2	2,90	0.41
Négociants, marchands, aubergistes, vendeurs	637	10,58	30	10,20	0.96	10	14,49	1.37
Maitres artisans ** :								
— alimentation, cuir, métaux, papier	442	7,34	49	16,67	2.27	8	11,60	1.58
— textile	558	9,27	22	7,49	0.81	8	11,60	1.25
— autres	858	14,25	69	23,47	1.65	12	17,39	1.22
Garçons et compagnons artisans	642	10,66	13	4,42	0.41	2	2,90	0.27
Total artisans	2 500	41,52	153	52,05	1.25	30	43,49	1.05
Agriculteurs :								
— ménagers, jardiniers, fermiers	173	2,87	15	5,10	1.78	3	4,34	1.51
— travailleurs de terre	1 074	17,83	38	12,93	0.73	10	14,49	0.81
Total agriculteurs	1 247	20,70	53	18,03	0.87	13	18,83	0.91
Domestiques (hommes)	125	2,08	9	3,06	1.47	4	5,80	2.79
Petits métiers (hommes)	283	4,70	1	0,34	0.07	1	1,45	0.31
Total	6 022	100,00	294	100,00	—	69	100,00	—
Hommes sans profession indiquée	722		18			101		
% sur total général		10,95		5,62			59,41	
Total général	6 744		312			170		

* Ce groupe comprend les catégories suivantes : noblesse, armée, officiers (y compris les 152 officiers cotés d'office), financiers, professions libérales et bourgeois.

** Le premier groupe comprend les catégories dont le mode de la capitation est en a ; celui des deux autres groupes est en b.

La composition du groupe des parents des élèves **externes** de la Propagande correspond assez bien, dans son ensemble, à la structure socio-professionnelle de la ville. Mais l'écart calculé indique par rapport à celle-ci une sur-représentation des catégories moyennes (artisans et agriculteurs fortunés, domestiques capités à part) et une très nette sous-représentation des catégories en bas de la hiérarchie sociale (travailleurs de terre, petits métiers divers) et fiscale (employés, artisans du textile). Les pourcentages obtenus à l'intérieur de la catégorie des artisans sont significatifs à cet égard. Les secteurs les plus aisés de l'artisanat (ceux dont le mode de la capitation est en **a**), à savoir l'alimentation, le cuir, les métaux et le papier, sont nettement sur-représentés à l'école par rapport aux autres (mode en **b**). Parmi ceux-ci le textile,

catégorie nombreuse mais de toutes la moins aisée, fournit également le plus faible pourcentage d'élèves. Le petit nombre de parents d'élèves garçons et compagnons artisans s'explique évidemment surtout du fait que nous rencontrons les parents le plus souvent à un âge relativement avancé, lorsqu'ils ont déjà fait leurs preuves de maîtrise. Toutefois, si le recrutement touche de préférence les catégories sociales situées en amont d'un certain seuil de pauvreté, il ne s'agit nullement, semble-t-il, d'un recrutement d'élite. Il n'y a parmi les externes aucun fils de noble ou d'officier supérieur ; quant au commerce, aucun des 42 négociants et marchands déclarant en 1789 un revenu de plus de 10 000 l. n'a eu de fils parmi les externes ; ce n'est que sur le rôle de la Taxe Municipale Révolutionnaire de 1793 (28) que nous voyons apparaître un parent



Structure socio-professionnelle comparée de la ville de Montpellier et des deux groupes de parents d'élèves.

d'élève parmi eux : Pierre Salze, marchand de toile, taxé sur un revenu de 12 000 l.

Le milieu montpelliérain touché par la Propagande apparaît donc comme une couche sociale intermédiaire,

située légèrement au-dessus de la moyenne. Il s'agit aussi d'un milieu alphabétisé à un degré relativement important, comme le témoignent les signatures apposées par les pères en bas des actes de baptême des futurs élèves.

Tableau 3
Alphabétisation des parents d'externes

	Total des parents d'élèves N	Père absent ou baptême non trouvé N	Total restant N	Père ne sait pas signer N	Signature malhabile N	Père signe bien N %	
Notables et marchands	78	10	68	—	—	68	100.0
Maîtres artisans :							
— alimentation, cuir, métaux	49	6	43	1	2	40	93.0
— textile	22	—	22	8	2	12	54.5
— autres	70	6	64	5	3	56	87.5
Garçons et compagnons	13	1	12	1	1	10	83.3
Agriculteurs :							
— ménagers, jardiniers	15	—	15	2	4	9	60.0
— travailleurs	37	1	36	22	3	11	30.6
Domestiques	9	2	7	2	—	5	71.4
Autres	19	—	19	2	2	15	78.9
Total N	312	26	286	43	17	226	
%				15.0	6.0	79.0	

Quatre parents d'élèves sur cinq savent bien signer, et si l'on excepte les agriculteurs, catégorie hybride dans la population urbaine, ce pourcentage monte à 87,7 %. Voire, si l'on considère que la signature malhabile n'infirmes pas l'hypothèse de l'alphabétisation, il ne reste que 8 % de parents d'élèves urbains illettrés. Soulignons pourtant à quel point l'alphabétisation semble avoir laissé à désirer dans le groupe d'agriculteurs, même aisés, et, d'autre part, dans celui des artisans du textile, essentiellement des facturiers en laine qui sont peut-être déjà proches d'un statut d'ouvrier. Comme nous n'avons pu faire un comptage général des signatures par professions à Montpellier, il est difficile d'évaluer le sens exact de nos pourcentages, mais il n'en demeure pas moins que ceux-ci sont nettement supérieurs aux chiffres obtenus pour la même période et pour des groupes socio-professionnels analogues à Lyon (29).

Un dernier indice de l'aisance des parents d'élèves apparaît dans la date exacte de l'entrée des externes à l'école de la Propagande. En regroupant ces dates par trimestre, on peut calculer les pourcentages suivants :

Tableau 4
Entrées des externes par trimestre, en % (N = 498)

	Hiver D-J-F	Printemps M-A-M	Eté J-J-A	Automne S-O-N
Notables	13.9	22.2	27.8	36.1
Employés	19.0	42.9	28.6	9.5
Marchands	11.1	25.0	33.3	30.6
Artisans	13.2	32.4	22.5	31.9
Agriculteurs	21.3	21.3	27.9	29.5
Domestiques	30.0	10.0	40.0	20.0
Autres	17.8	26,3	30.9	25.0
Total %	16.1	27.9	27.5	28.5
N	80	139	137	142

L'on voit que tous les groupes socio-professionnels sont pratiquement insensibles aux contraintes saisonnières, même les agriculteurs. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, les entrées au début de l'hiver sont même plutôt rares, celles en plein été nombreuses. Qui plus est, il semble difficile de parler d'une vraie rentrée scolaire, tant le nombre d'entrants en automne paraît réduit.

Le profil essentiellement artisanal du recrutement se confirme lorsqu'on passe des parents des externes aux élèves eux-mêmes : 52,0 % des parents, 52,3 % des élèves appartiennent à ce milieu. Si la prépondérance artisanale parmi les pères se conserve au niveau des élèves, c'est grâce au fait que les familles en amont de l'échelle sociale ont relativement peu d'enfants à l'école (30). Dans toutes les catégories sociales, en effet, le nombre d'élèves ayant un frère à l'école est à peu près égal, soit un sur cinq seulement ; à une poignée de cas près le cadet entre toujours plus jeune que l'aîné. La présence de trois frères a été constatée à sept reprises, tandis que l'occurrence des quatre frères Piron, fils du basson de Saint-Pierre (la cathédrale), constitue un cas unique, sans doute à plus d'un titre : liés au milieu ecclésiastique, les enfants auront eu droit à un traitement de faveur (31).

Si l'on étend la recherche à la famille globale, il serait facile de multiplier les exemples de relations familiales entre les élèves, ce qui accentue encore le caractère d'école de quartier. Pour ne donner qu'un exemple : les trois élèves Dessales sont cousins, étant fils de deux frères, tous deux maître plâtrier. L'un d'eux est indiqué comme « plâtrier de la maison ». Ce dernier étant marié à Françoise Nougaret, c'est en tant que « neveu de Salles, plâtrier de la maison » que Jean-Charles Nougaret entre comme externe, entraînant à son tour un cousin Nougaret, comme lui fils d'un maître maçon.

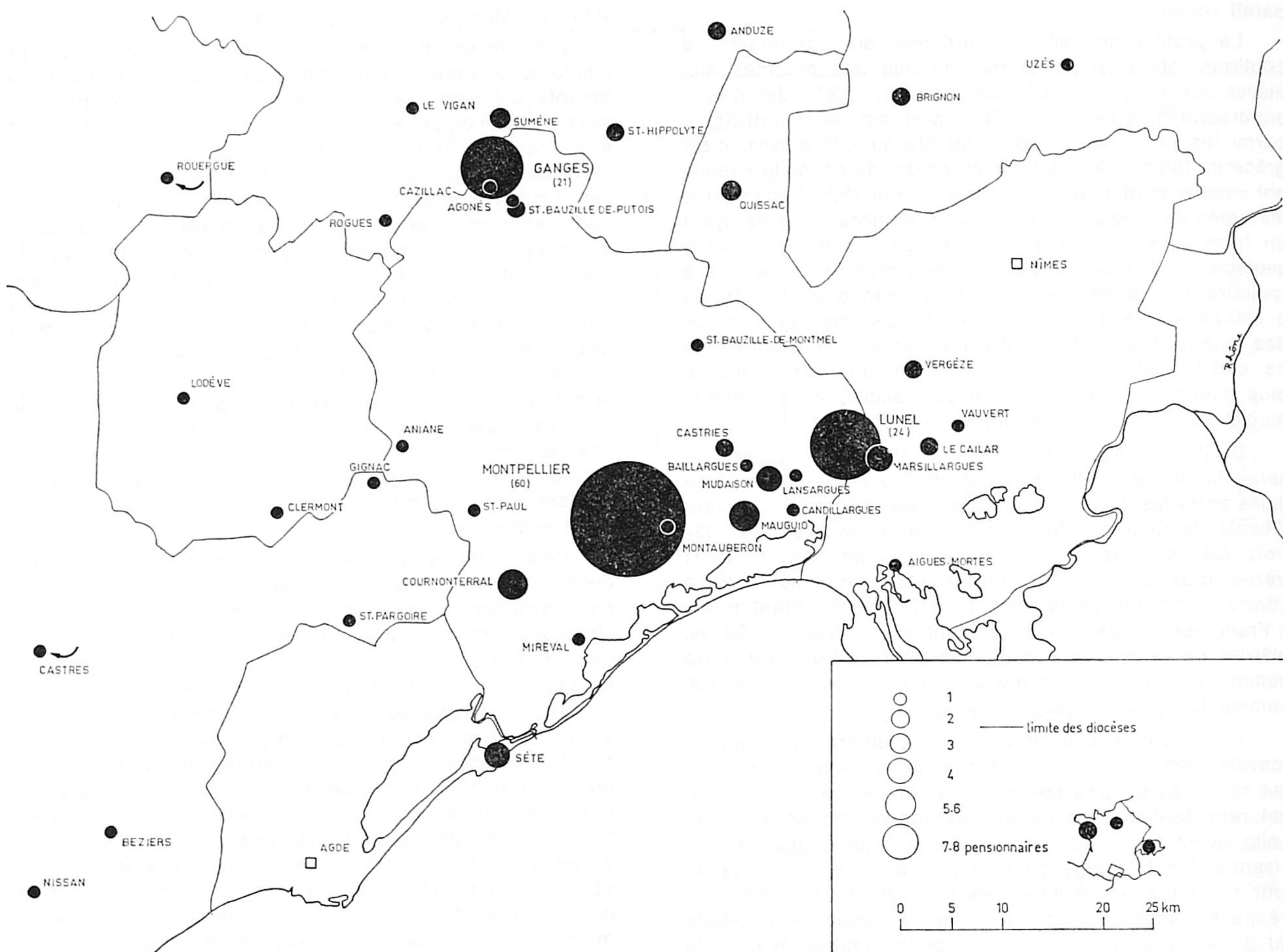
Tout bien pesé, le profil du recrutement des externes renvoie vers une clientèle moyenne, ni riche ni pauvre, qui se situait un peu au-dessus de la moyenne fiscale, et qui représentait dans chaque catégorie socio-professionnelle avant tout ceux qui étaient arrivés à une relative aisance. C'est l'image de la masse urbaine, vue sous un jour favorable et décalée vers le haut. En revanche, on ne peut comparer terme à terme la composition sociale du groupe des parents d'élèves **pensionnaires** avec celle de la ville de Montpellier, puisqu'il s'agit là d'internes souvent originaires d'autres lieux, de surcroît trop peu nombreux pour permettre des pourcentages significatifs. Il n'en reste pas moins que l'on demeure frappé, à la lecture du **tableau 2**, de la concordance entre le recrutement des pensionnaires et la structure de la ville. Il semble bien que le groupe des pensionnaires reflète un milieu urbain moyen et qu'il a été analogue au groupe des externes (32). La **provenance géographique** des pensionnaires indique qu'il n'y a guère lieu de s'en étonner

(voir la **carte**). Sur 209 pensionnaires, 34 origines sont restées inconnues (soit 16,3 %). Des 175 qui restent, 134 (soit 76,6 %) sont originaires du diocèse de Montpellier (33) et 32 (18,3 %) des cinq diocèses limitrophes. Le recrutement concerne donc une aire géographique proche et est essentiellement urbain : 105 sur 134 pensionnaires du diocèse de Montpellier (78,4 %) proviennent des trois villes de Montpellier, Ganges et Lunel.

Dans le groupe des pensionnaires encore le nombre d'enfants scolarisés par famille demeure bas. Pour 69 parents d'élèves dont la profession a pu être repérée, nous avons compté 92 pensionnaires ; un enfant sur trois avait donc un frère dans la pension. Ce taux est plus élevé dans le groupe des artisans (45 enfants) : un enfant sur deux y comptait un frère, qui lui succédait parfois dans la pension de la Régie. Ce chiffre est sans doute à mettre en rapport avec la fonction de l'institution, qui n'entendait pas préparer au collège, mais simplement assurer un circuit éducatif court : la petite école, suivie par l'apprentissage d'un métier, d'où la prépondérance des fils d'artisans, dans une perspective de stabilité socio-professionnelle. Un autre facteur non négligeable aura été la gratuité du pensionnat, grâce aux subsides de la Régie. Tout se passe comme si les artisans, libérés des lourdes charges financières que leur imposait la scolarisation et surtout l'apprentissage, envoyaient leurs enfants plus volontiers à l'école, même si cela impliquait une contrainte confessionnelle.

Pensionnaires et externes apparaissent donc comme deux groupes, distincts pour des raisons confessionnelles, mais semblables quant à leur recrutement social. Cette similitude est confirmée par l'âge à l'entrée des élèves des deux groupes. Le **tableau 5**, qui donne la moyenne de cet âge par catégories socio-professionnelles, montre qu'elle est à peu près égale dans tous les groupes : 10 ans révolus, tout en étant un peu plus élevée pour les enfants du milieu marchand et curieusement basse pour les fils de domestiques. Mais on constate que la fourchette des âges est large et l'indice de dispersion (34) élevé : plus encore qu'aux collèges, des enfants d'âges très divers se cotoyaient habituellement à l'école élémentaire, et sans doute dans la même classe. Quant aux pensionnaires, le petit nombre d'origines sociales connues ne nous a pas permis de différencier les âges à l'entrée selon l'origine socio-professionnelle. Quoi qu'il en soit, la moyenne générale de cet âge est de 10,1 ans, soit à peu près le même chiffre que pour les externes (35).

C'est au niveau de la durée du séjour (36) que les deux groupes prennent chacun un chemin différent. La durée moyenne du séjour des externes s'avère fort réduite : 1,7 ans, soit deux années scolaires si l'on tient compte des vacances. En fait, 246 élèves sur 439 (56 %) quittent l'école dès la première année, et 79 même avant la fin du premier trimestre ; 88 autres (20 %) partent au



Origine géographique des pensionnaires de la Propagande de Montpellier.

Tableau 5
Moyennes d'âge à l'entrée et à la sortie

I. Externes	Entrée				Sortie	Durée du séjour	
	N	Moyenne	Fourchette des âges	Indice de dispersion	Moyenne	Moyenne (ans)	Moyenne des fils de parents illettrés
Notables	29	10,62	5-15	0.252	12,54	1,92	—
Employés	16	10,13	6-15	0.322	12,88	2,75	—
Marchands	31	11,39	8-15	0.178	12,48	1,09	—
Maîtres artisans :							
— alimentation, culr, métaux	46	10,33	6-16	0.240	11,90	1,57	
— textile	23	10,61	6-17	0.259	12,50	1,89	
— autres	76	10,04	5-15	0.246	12,03	1,99	
Garçons et compagnons	12	10,33	7-13	0.203	11,78	1,45	
Total artisans	157	10,23			12,03	1,80	1,16
Agriculteurs :							
— ménagers, jardiniers	16	10,44	7-15	0.254	11,87	1,43	1,30
— travailleurs	38	10,34	6-20	0.278	11,44	1,10	0,73
Domestiques	9	8,88	6-12	0.194	11,38	2,50	1,60
Autres	19	9,21	5-13	0.287	10,53	1,32	
Total	315	10,30	5-20	0.252	12,00	1,70	1,02
II. Pensionsnaires	158	10,10	4-18	0.276	15,41	5,31	(—)

cours de la seconde année. Le petit quart qui reste peut prolonger la scolarité jusqu'à huit ans de séjour, mais il s'agit là d'exceptions. La scolarité courte est la règle dans toutes les catégories sociales : seulement 31 % des fils de notables, 9 % des fils de marchands, 31 % des fils d'artisans et 15 % de fils d'agriculteurs dépassent les deux ans de séjour à l'externat. Notons par ailleurs que le séjour semble se raccourcir d'un tiers lorsque le père est illettré (**tableau 5**) : contrainte économique, ou moindre effort d'investissement culturel ?

En conséquence, les externes sortent jeunes : en moyenne à 12 ans (le mode étant à 13 ans). Cette moyenne pose un problème, car il n'est guère probable que les externes entraient en apprentissage dès cette sortie précoce : les déclarations royales ne vont pas dans ce sens (celle de 1724 prolongeait la scolarité jusqu'à l'âge de 14 ans) ; qui plus est, elle est nettement dépassée par celle des pensionnaires, qui correspond justement à leur mise en apprentissage, à savoir quinze ans et demi (37). Est-on fondé à formuler l'hypothèse que la scolarité des externes à la Propagande ne constituait qu'une première étape, le plus souvent suivie par une

deuxième mise à l'école ailleurs, avant l'entrée en apprentissage ? Faut-il s'en tenir à l'hypothèse d'un investissement culturel différentiel selon les catégories socio-professionnelles ? Cette deuxième hypothèse se trouve confirmée par les constats des contemporains qui critiquaient le temps vide entre la sortie de l'école et la mise en apprentissage. Cela peut expliquer le parallélisme entre l'âge à la sortie et la hiérarchie sociale, la catégorie des employés et commis, celle précisément où l'écriture constitue l'instrument de travail par excellence, étant la mieux lotie. Les deux hypothèses d'ailleurs ne se contredisent pas l'une l'autre.

III. — L'IDÉOLOGIE DE LA PROPAGANDE EN ACTION : CONVERSION ET TRAVAIL MANUEL

En tant que maison d'éducation le pensionnat de la Propagande était destiné, en principe, aux jeunes garçons protestants. Le décompte des appartenances confessionnelles des parents, telles qu'elles ont été consignées dans les registres de la maison, ne confirme pas tout à fait cette visée initiale. Certes, les fils de parents protestants

constituaient l'immense majorité du recrutement. Mais on y trouvait également quelques enfants nés de deux parents catholiques et dont l'orthodoxie catholique ne semble pas pouvoir être mise en cause. Il s'agit en fait, semble-t-il, de quelques jeunes parents ou protégés des membres du bureau. Tel est le cas de Jérôme Dumas, neveu du grand archidiacre Loys, membre du bureau : il passe trois mois au pensionnat, puis, fait exceptionnel, devient externe, pour apprendre le latin, sans doute en vue de la cléricature (38). C'est la proximité de son oncle qui l'aura attiré à la Propagande. Il en est de même pour Jacques Granier, neveu d'un notaire de ce nom, lui aussi administrateur de l'œuvre (39). Quant à Joachim Boisse, c'est son frère, « M. l'Abbé Boisse », qui paye la pension (40). Y ont-ils été mis pour la valeur de l'exemple ?

Plus nombreux sont les enfants nés de mariages mixtes. Dans 92 cas la religion des deux parents au moment de l'entrée du garçon nous est connue avec certitude : 20 enfants (soit 22 %) sont nés d'un père protestant et d'une mère catholique, 5 d'un père catholique et d'une mère protestante. La rareté de ce dernier cas est vraisemblablement due à la règle qui faisait de la religion du père le critère d'attribution de la pension royale. C'est du moins ce qui semble résulter de plusieurs notices dans les registres. René Arroui, par exemple, fils d'une veuve catholique de Sète, ne pouvait être gardé pour cette raison, malgré les supplications de sa mère (41). Aussi, lorsqu'on accepta en 1777 Jean-Louis Ferré, fils d'un huissier de Ganges, de mère protestante mais d'un père « mauvais catholique » (sans doute mal converti), le plumeur nota-t-il presque à regret : « ainsi on ne peut pas proposer cet enfant pour la gratification » (42). Par contre, le fils d'un tisserand, « catholique déserteur », pouvait être proposé pour la pension : la mère étant protestante, il s'agira d'un père apostat (43). A plusieurs reprises les catalogues de la Propagande notent des traits qui, toutes nuances gardées, permettraient de conclure à l'indifférence confessionnelle des parents ou à un œcuménisme de tous les jours. C'est ainsi, sans doute, qu'il faut comprendre la qualification « mauvais(e) catholique », qui revient plus d'une fois (44). A l'opposé, les registres notent quelques conversions récentes d'un des parents, généralement de la mère, ce qui semble avoir favorisé le placement des enfants à l'institution (45). Caractéristique est le cas de Jean-André Grasset, fils de Jacques, travailleur à la manufacture de tabac de Sète, et de Marguerite Vinot, de Genève ; le catalogue note : « le père et la mère semblent faire des démarches pour embrasser la religion catholique ; il l'a professée autrefois, mais ensuite il apostasia à Genève », ce qui vaut à l'enfant la pension royale pendant 3 ans en un apprentissage de tonnelier (46). D'autre part, on pressent parfois de véritables drames familiaux, dus aux déchirements confessionnels. Guillaume Valpillière, de Mauguio, issu d'un mariage mixte, est reçu

« malgré la modicité de l'offre », parce que « son père l'a déjà amené avec lui en Suisse ; sa mère, catholique, voulant faire élever son fils dans la religion catholique le propose pour la pension ». Il paraît sortir peu après, mais un an plus tard on le retrouve à Nîmes : « Les Sœurs de la Charité de Nîmes annoncent qu'il est chancelant dans la foi catholique. » Aussi est-il remis au pensionnat (47). Et le fils de Pagez, boulanger de Montpellier, « a eu pendant sa jeunesse beaucoup d'inclination pour la religion catholique. On dit même que M. Farjon (= **grand vicaire et membre du bureau de l'œuvre**) lui a fait faire la première communion. On ajoute que le père l'empêche de faire son devoir de catholique » (48).

Mais lorsque la confession des deux parents est connue, nous sommes le plus souvent en présence d'enfants issus de deux parents protestants (63 sur 92), ce qui, après tout, correspond à la finalité de l'institution. L'admission, dans ces cas, prend quelquefois les dimensions d'une véritable opération de sauvetage, du moins aux yeux du clergé et des pieux notables du bureau. Jacques-Gaspard Gibelin, par exemple, fils d'un cabaretier protestant de Cournonterral, est reçu à la demande du curé du lieu, parce que sa mère, veuve, s'est « remariée avec un catholique, mais misérable, qui ne voudrait pas recevoir cet enfant. Il serait entre les mains d'un oncle protestant » (49). Pour un autre, on décide de le recevoir gratuitement, sans même attendre l'octroi d'une pension royale, « attendu qu'il est fils d'une mère zélée protestante qui mène régulièrement cet enfant à l'assemblée » (50). D'autres élèves encore, nés de deux parents protestants, paraissent avoir déjà des frères ou sœurs convertis. Ainsi, après six ans de séjour à la Propagande, Louis Argeli (ou Agnelli), orphelin d'un tuilier protestant de Castries, sera-t-il envoyé en apprentissage chez son frère, « bon catholique et de bonnes mœurs » (51). Notons enfin que les braves membres du bureau se sentent parfois une vocation de sauver des enfants d'une misère dont on distingue mal s'ils la perçoivent avant tout comme corruption confessionnelle ou plutôt comme détresse morale. C'est ainsi que le curé de Brissac envoie en 1771 Antoine et Moyse Cuminal, nés de deux parents protestants ; ils sont les fils cadets d'un foulonnier qui « court de ça de là, ayant comme abandonné sa famille » ; ils « promettent beaucoup » ; d'ailleurs, leur frère aîné, garçon foulonnier, s'est marié avec une catholique (52). Yves Lafon, fils de parents « issus de protestants », se voit payer la pension par le directeur du séminaire : « le père est très mauvais sujet, la mère très pauvre » — plus tard elle payera néanmoins sa pension comme latiniste, à raison de 12 l. par mois (53). Pierre Taulamesse, enfin, a déjà perdu son père qui était cardeur de filoselle et protestant ; sa mère, également protestante, « est de mauvaise vie, de même que la grand-mère » ; il reste donc cinq ans et devient ensuite menuisier (54).

Il est, bien sûr, difficile, sinon impossible d'évaluer le degré de spontanéité des parents lors des mises en pension de leurs fils. Mis à part les conflits au sein des familles que nous venons d'évoquer, il n'est nullement exclu que la perspective d'une éducation quasiment gratuite suivie d'un apprentissage lui aussi gratuit ait conduit plus d'un père protestant à accepter les conditions confessionnelles du placement de son fils à la Propagande, au moins provisoirement (55). Mais à quelques occasions les catalogues se font écho des résistances parentales. Tel père se voit obligé à déclarer : « Je m'engage à MM. les administrateurs de ne point retirer l'enfant que lorsqu'il saura son métier » (56) — ceux-ci estimant certainement que l'enfant sera alors suffisamment raffermi dans la foi catholique pour pouvoir être renvoyé dans son milieu d'origine. Plus émouvant, et éloquent, est la formule qu'utilise Pierre Randon, domestique chez M. de Meaux, seigneur de Saussines, à Quissac, pour autoriser l'entrée de son fils Pierre à la Propagande, et qui lui sort droit du cœur : « Quoique protestant et intimement attaché à mon fils (...) duquel il me coûte beaucoup de me séparer, sacrifiant l'amour paternel à son intérêt particulier (...), je le recommande aux soins charitables des Messieurs qui veulent bien s'en charger, j'en aurai une vive reconnaissance » (57).

Enfin, ce n'est sans doute pas un hasard si le pensionnat a recueilli au cours de son existence un fort pourcentage d'orphelins. Sur 164 élèves dont nous savons si les parents étaient vivants au moment de leur entrée, 23 (soit 14 %) étaient orphelins de père et mère, 42 autres (26 %) avaient déjà perdu l'un ou l'autre des parents. C'est d'ailleurs surtout à eux que sont destinées les pensions de la Régie : 85 % de ces enfants en reçoivent une.

L'éducation prodiguée aux petits protestants mis en pension à la Propagande se voulait complète : outre les moyens de rester fermes dans la foi catholique, elle devait donner aux enfants la faculté d'entrer dans la vie adulte avec une qualification professionnelle apte à leur assurer une vie décente. La rentabilité scolaire de l'institution peut être grossièrement évaluée en fonction de cet objectif : sur les 198 enfants répertoriés (chiffre amputé des 11 morts en cours de scolarité) 95, soit 48 %, quittent l'établissement sans avenir professionnel assuré, mais le poids des non-valeurs scolaires est ici alourdi du stock des inconnus. Pour plus de la moitié des pensionnaires donc, l'institution a pleinement joué le rôle qu'elle s'était assigné. Ce taux est comparable *mutatis mutandis* à celui des collégiens achevant, vers la même époque, leur rhétorique dans un collège de fin d'études comme Avallon (58). Ce taux de réussite est sans doute celui d'une performance éducative maximale, étant donné les contraintes qui pèsent ici sur l'écolier pour le maintenir dans l'établissement.

Avoir un métier manuel est la destination normale des pensionnaires de la Propagande : leurs parents sont majoritairement artisans et on ne vise pas à leur donner un autre avenir. La politique de la confrérie est tout à fait conforme en cela à l'idéologie des Lumières qui craint que l'éducation n'entraîne la désertion des métiers productifs. La classe de latin apparaît tolérée seulement puisqu'elle est même supprimée en 1774 : « Il a été délibéré de ne permettre à aucun enfant de la maison d'étudier le latin et même de défendre à ceux qui allaient au collège d'y retourner par rapport aux inconvénients qui en résulteraient » (59). L'interdiction est muette sur les raisons qui l'ont motivée ; elle suggère au moins le fonctionnement de cette classe où le maître devait se contenter de donner aux écoliers les rudiments puisque certains pensionnaires sont envoyés au collège. De toutes façons, la classe n'a jamais été beaucoup fréquentée ni par les externes ni par les pensionnaires, puisqu'on relève 16 noms seulement parmi les premiers — mais apprendre le latin coûtait deux fois plus cher pour eux que suivre les classes des Frères (6 l. par mois au lieu de 3 l.) — et 9 parmi les seconds, soit 3,5 % seulement de l'effectif total. Les renseignements recueillis sur chacun de ces deux groupes s'éclairent mutuellement pour nous permettre de mieux cerner cette orientation marginale. L'origine sociale de 15 externes nous est connue. Un seul est fils d'artisan, encore que l'ambiguïté du métier de peintre laisse planer un doute : profession artistique ou métier du bâtiment ? Tous les autres appartiennent à la bourgeoisie moyenne : 8 sont fils de petits notables ou d'employés (60) et 6 peuvent être rattachés au milieu ecclésiastique, proches parents de prêtres affiliés à l'œuvre, ou fils de musiciens d'église (61). Le partage entre les deux filières — apprentissage d'un métier manuel ou étude du latin — s'avère donc social. On peut légitimement suggérer qu'on attend du dernier groupe évoqué qu'il s'achemine vers le sacerdoce. Parmi les pensionnaires latinistes dont on ne connaît malheureusement pas l'origine sociale, 4 sur 9 entrent effectivement au séminaire, et l'on peut prêter la même intention à deux autres, originaires du diocèse d'Alès où ils retournent pour achever leurs études au collège de la ville épiscopale que l'évêque fondateur a voulu pépinière de missionnaires en pays protestant (62). La classe de latin semble donc envisagée d'abord à titre de petit séminaire, mais le bureau répugne à accorder un statut privilégié aux futurs prêtres même s'ils le revendiquent : en 1769 on rappelle aux deux pensionnaires « qui ont embrassé l'état ecclésiastique » qu'ils sont soumis à la même discipline que leurs camarades (63). Cet avertissement porte peut-être le germe de la suppression de la classe de latin en 1774. Une poignée de pensionnaires non latinistes se destine encore à d'autres cléricatures : deux entrent au noviciat des Frères des Ecoles Chrétiennes à Avignon, quatre

deviendront « cols blancs » (un commis de procureur et trois commis de marchand), un septième chirurgien. L'éventail des métiers non manuels se clôt sur l'aventure : trois des adolescents enfermés à la Propagande seront respectivement soldat, marin et pilote de navire. Au total 19 anciens pensionnaires, soit 18,4 % seulement de ceux dotés d'une profession ne travailleront pas de leurs mains.

Si l'on excepte un pensionnaire confié à un ménager, destiné par conséquent à l'agriculture, tous les autres (soit 83) entrent en apprentissage chez un maître artisan à la suite d'un contrat passé aux frais de la Propagation. Le coût de l'apprentissage varie entre 100 et 300 l. environ (64). Notre base statistique est trop faible pour pouvoir situer chaque métier selon la hiérarchie des coûts d'apprentissage (65), autant qu'à l'aune d'une qualification professionnelle du moins, le prix semble rapporté au coût de la vie car le maître nourrit l'apprenti ; il augmente donc en 1792 et 1793, années de denrées chères mais le maître propose parfois la gratuité à condition que la nourriture soit à la charge de la Propagation. La durée de l'apprentissage dépasse exceptionnellement trois ans ; il en faut huit cependant pour être orfèvre, mais cet apprentissage s'assimile peut-être à une initiation plutôt qu'à une formation professionnelle.

Le choix des métiers ne semble pas être imposé aux enfants : certains en changent après quelques mois auprès d'un premier patron et la Propagation signe à leur intention un nouveau contrat. L'apprenti craint d'être soumis à de basses besognes : l'un d'eux, employé d'abord chez un jardinier qui s'était pourtant engagé explicitement à ne pas lui faire « ramasser des balayures dans la rue », le quitte au bout de quatre mois pour entrer chez un cordonnier (66). En 1792 et 1793 la crise économique raréfie considérablement l'offre d'apprentissage et les sommes demandées par les maîtres font reculer la Propagation. Le député du bureau chargé de signer les contrats rentre bien souvent bredouille après avoir couru la ville en quête de l'artisan de la qualification désirée ; le pensionnaire doit alors modifier son choix : c'est ainsi que François Sablier souhaite successivement devenir tapissier, puis bourrelier, tapissier de nouveau, avant de finir chez un tanneur avec lequel un engagement est enfin pris. Le bureau confie plus volontiers ses protégés à des artisans qu'il connaît : le réseau des patrons recouvre partiellement celui des parents d'élèves ou des anciens externes, devenus eux-mêmes artisans (67). Les métiers choisis se répartissent dans toutes les branches de l'artisanat sans qu'on puisse observer de prédilection pour les plus lucratifs d'entre eux : 26 se classent dans la catégorie de l'alimentation, des métaux et du cuir, 16 dans celle du textile, et 41 se distribuent entre l'ameublement (13), la chaussure (11), l'habillement (11), et le bâtiment (6). Plutôt que le gain, c'est la qualification professionnelle qui semble avoir joué dans la décision : les pensionnaires

qui se sont orientés vers le textile, par exemple, seront fabricants au métier, économiquement indépendants, travaillant les matières nobles de la soie ou du coton, et leurs homologues à Lyon constituent un groupe culturellement favorisé (68).

Mais le souci d'une éducation complète manifestée par la Propagation s'inscrit le plus souvent dans les bornes de la stabilité sociale. Pour 47 de nos pensionnaires nous connaissons à la fois la profession du père et celle du fils. Une comparaison entre les deux statuts sociaux est donc possible. Deux seulement n'ont pas de métier manuel, le futur marin et un futur prêtre, mais il est difficile de parler pour eux de promotion, car leurs pères étaient respectivement marchand et maréchal ferrant, métiers riches. L'artisanat accueille tous les autres et cette orientation professionnelle privilégiée par la confrérie opère des transformations auxquelles n'aurait sans doute pas abouti le cours normal d'une adolescence urbaine (69). Ainsi 10 élèves pourraient être considérés comme déclassés socialement (5 fils de notables, 2 de marchands, 3 de paysans riches), mais 9 ont acquis un statut supérieur à celui de leur père (6 fils de travailleurs de terre, deux enfants de domestiques, un fils d'ouvrier). Il reste que dans leur majorité ces artisans (26, soit 55,3 %) sont eux-mêmes fils d'artisans. Toutefois, cinq seulement d'entre eux choisissent exactement le métier qu'exerçait leur père.

CONCLUSION

Les précisions chiffrées apportées dans cette brève étude renvoient le chercheur aux questions que la quantification ne saurait résoudre. Jalonnant le texte, des contradictions se font jour entre le fonctionnement réel de la Propagande et les catégories institutionnelles que le lecteur porte en lui : école des Frères, mais école payante ; classe de latin, mais sans régent spécialement appointé pour l'enseigner, et leçons concurrentes du collège et d'un curé à Cournonsec. Si on essaie de définir l'école de la Propagande, une hypothèse vient à l'esprit : tout en s'insérant dans le réseau des écoles élémentaires urbaines, elle attire une clientèle située à mi-chemin entre celle du collège et celle de l'école de charité. Son fonctionnement participe aussi à celui des deux institutions : l'absence de gratuité, le taux familial réduit et l'existence d'une classe de latin l'apparentent à la régence latine, mais la sortie précoce des externes et le devenir artisanal des pensionnaires la rapprochent de l'école élémentaire.

Par son caractère marginal, l'institution fait mieux appréhender la complexité des rouages éducatifs tributaires d'héritages accumulés. Rien n'est moins rigide que l'école au XVIII^e siècle, où des notions comme l'assiduité en classe, l'âge scolaire ou le niveau d'études n'ont pra-

tiquement pas cours. Parmi les contemporains eux-mêmes, la majorité n'a pas forcément la maîtrise de ce labyrinthe institutionnel. La lecture des autorisations parentales est éloquente à ce sujet : si le souci d'une bonne éducation pour leurs enfants est partout clairement exprimé et la confiance en la valeur pédagogique de la Propagande quasi générale, les méprises sur l'institution elle-même laissent suggérer que, pour beaucoup, le monde scolaire est une machine mystérieuse. Ainsi le concierge catholique du commandant de la province se voit-il refuser l'entrée de son fils au pensionnat parce que celui-ci « n'est pas

dans l'erreur, ni en danger », la mère étant nouvelle convertie ; le père répond alors qu'il croyait « que cette œuvre était un collège dans lequel il y avait des bourses fondées à la nomination de M. l'évêque de Montpellier » (70). Un autre père, protestant celui-ci, autorise son fils « à entrer au collège pour apprendre à lire et à écrire » (71). L'on ne saurait dire mieux.

Marie-Madeleine COMPÈRE
et Willem FRIJHOFF,
service d'histoire de l'éducation,
I.N.R.P., Paris.

Notes

- (1) P. BARBERY, **L'Œuvre de la Propagation de la Foi à Grenoble et à Lyon (1647-1792)**, Montauban, 1913, pp. 1-32.
- (2) L'expression est employée par Jean-Jacques Rousseau, dans ses **Confessions** (Ed. de la Pléiade), Paris, 1959, t. I, p. 60, pour désigner un établissement semblable à Turin où il fit un séjour à l'âge de 16 ans pour se convertir au catholicisme.
- (3) La Régie est une Ferme à partir de 1733 ; le nom subsiste cependant. Sur l'aspect juridique et financier de cette institution, voir : E. JAHAN, **La confiscation des biens des religieux fugitifs de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution** (thèse en droit), Paris, 1959, in-8°, 138 p.
- (4) Les Ursulines et les Visitandines, fondées au début du XVII^e siècle, ouvrent surtout des pensionnats ; les congrégations séculières de la fin du siècle tiennent des écoles où des pensionnats sont annexés. Pour les garçons, il faut attendre la deuxième moitié du XVIII^e siècle pour que les pensionnats deviennent la règle dans les collèges et la plupart des écoles de charité n'en ont pas. Cf. R. CHARTIER, M.M. COMPÈRE et D. JULIA, **L'Éducation en France du XVI^e au XVIII^e siècle**, Paris, 1976, passim.
- (5) Conservées aux **A.D. Hérault**, fonds en cours de classement, coté 46 H (dans la suite nous renverrons simplement à ce fonds, sans répéter chaque fois le nom du dépôt). En voici le contenu : 46 H 1, registre des délibérations de la confrérie (1679-1793) ; 46 H 2, restauration de la Propagande (1752-1755) ; 46 H 3 à 5, succession de Saint-Bonnet ; 46 H 6-7, catalogues des pensionnaires (1746-1784) ; 46 H 8, fin de ce catalogue (1785) et début de celui des externes (1771-1775) ; 46 H 9-10, suite du précédent (1775-1784) ; 46 H 11, autorisations parentales et extraits baptistaires (1771-1791) ; 46 H 12 à 15, gestion des pensions sur les Economats et la Régie des Biens des Religieux fugitifs ; 46 H 16, contrats d'apprentissage des pensionnaires (1764-1790) ; 46 H 69 à 77, registres des bénéficiaires des pensions royales ; 46 H 78, liquidation de l'œuvre.
- (6) Ces procès-verbaux sont partiellement publiés et analysés du point de vue protestant dans : « Procès-verbaux de la Propagation de la Foi de Montpellier », **Bull. de l'Hist. du Prot. Français**, 26 (1877), 113-121 et 159-165 ; 27 (1878), 213-220 ; continué par Ph. CORBIÈRE, « La Propagation de la Foi d'après ses propres registres », **Ibid.**, 29 (1880), 337-348 et 385-399.
- (7) Le pensionnat est ouvert sous la seule direction de Saint-Bonnet en octobre 1746 avec un effectif de pensionnaires vraisemblablement réduit ; en mars 1748 ils sont 15. Leur nombre augmente nettement en janvier 1749 et ne cesse de croître jusqu'en 1752 (32 en février 1751), date à laquelle l'institution est prise en charge par la confrérie de la Propagation. A partir de là l'effectif se maintient autour de 30 à 35 élèves (46 H 6). La moyenne annuelle des entrées demeure faible (5,5 par an entre 1751 et 1790), mais les pensionnaires restent longtemps. Les entrées sont assez nombreuses entre 1761 et 1770 (7,3 par an) pour se raréfier ensuite. En revanche, l'externat connaît alors son essor : en moyenne 33,8 élèves y entrent bon an mal an entre 1771 et 1784 (dernière année complète), sans qu'il y ait une baisse au cours de cette période.
- (8) La « **propre grande** » sous la plume d'un menuisier protestant, Pierre Arnaud qui, le 10 août 1789 autorise la mise en pensionnat de son fils Jean-Antoine, âgé de 6 ans, « pour lui faire donner une éducation que lui ne peut pas » (46 H 11).
- (9) O. MARTIN, **La conversion protestante à Lyon du milieu du XVII^e siècle à la Révocation de l'Edit de Nantes : la Compagnie de la Propagation de la Foi (1659-1687)**, thèse de 3^e cycle, Paris-IV, 1974, ex. dactyl., 356 p. Nous devons la consultation de cet ouvrage à l'obligeance de l'auteur.
- (10) Pour bénéficier d'une pension royale il fallait, semble-t-il, que le chef de famille fût protestant, soit, en cas de mort des parents, que l'enfant fût entre les mains des protestants ; voir ci-après, chapitre 3.
- (11) Elle sollicite l'entrée de trois jeunes Lunellois en 1753, 1771 et 1772, et s'engage à payer la pension de deux autres en 1762 et 1770.
- (12) « Liste des citoyens de Montpellier dont les revenus dépassent 10 000 l. », publ. par J.-P. DELPUECH, **Montpellier à la veille de la Révolution**, s.l. 1954, en annexe.
- (13) 46 H 1 (délib. 26-7-1756). A Rouen filles réformées et filles de mauvaise vie étaient enfermées pêle-mêle dans la Maison des Nouvelles Catholiques dès le XVII^e siècle, selon M. MERIAN, « Historique de la Maison des Nouvelles Catholiques de Rouen (1642-1789) », **Congrès du Millénaire de la Normandie**, t. I, Rouen, 1912, pp. 215-223.
- (14) 46 H 1 (délib. 26-7-1769). Cette restauration s'insère dans un contexte auquel la conjoncture socio-économique ne fut peut-être pas totalement étrangère. C'est du moins ce que nous suggère le cas de la **Providence** d'Alès ; celle-ci commença ses activités en 1759 sous l'impulsion de l'évêque et sous la direction du maire qui en firent, de concert, un ouvroir pour la filature du coton. Cf. BARDON, « La Maison de la Providence à Alais de 1759 à 1776 », **Bull. de l'acad. de Nîmes**, 1890, pp. 22-26. C'est aussi le moment où le roi abandonne toute volonté de convertir les protestants : la société civile aurait-elle pris le relais de cette politique de conversion par la scolarisation forcée ?
- (15) Pour les filles mises dans les différentes écoles de la ville peu d'origines sociales ont pu être déterminées. Si l'on confond pensionnaires et religieuses (vraisemblablement anciennes pensionnaires), on obtient la répartition suivante :

- deux filles de notables vont l'une chez les Ursulines, l'autre chez les Bénédictines ; huit filles de marchands et négociants orientées pour deux d'entre elles chez les Ursulines, pour une chez les Visitandines, les cinq autres vers la Providence ; les 19 filles issues de l'artisanat (15) et du milieu des employés (4) vont toutes à la Providence, à l'exception d'une seule, fille de maréchal ferrant, confiée aux Ursulines. Parmi les six filles enfin venant du monde paysan quatre fréquentent la Providence et deux le Refuge.
- (16) Ils touchent à ce titre chacun 200 l. en 1769 et 450 l. en 1789.
- (17) Exceptionnellement on y reçut le 26 avril 1775 deux enfants **Julfs**, Samuel et Jacob Coste, orphelins de mère, et dont le père Abraham, dit Maurice, avait « consenti à leur baptême et à les faire élever dans la religion chrétienne ». Lors de leur baptême leurs prénoms furent changés en François-Félix et Antoine (46 H 6 et 11). Le récit de ROUSSEAU (o.c.) montre que la présence des juifs dans ce genre d'institution était courante, du moins à Turin.
- (18) 46 H 1 (délib. 14-2-1769).
- (19) 1768 : recettes de 21 438 l. 6 s. 8 d., et dépenses de 16 399 l. 19 s. 2 d., solde de 5 038 l. 7 s. 6 d. ; 1770 : recettes de 44 715 l. 19 s., dépenses de 35 456 l. 10 s., solde de 9 259 l. 9 s. ; 1771 : recettes de 26 364 l. 4 s. 3 d., dépenses de 11 791 l. 1 s. 11 d., solde de 14 583 l. 2 s. 4 d. ; 1793 : recettes de 29 206 l. 9 s. 5 d., dépenses de 14 341 l. 1 s. 10 d., solde de 14 865 l. 7 s. 7 d. Le tout d'après 46 H 1.
- (20) 46 H 1 (délib. 19-6-1792).
- (21) 46 H 11 (L. Boichon, s.d. = 1761).
- (22) Comme les registres des baptêmes protestants de Montpellier ne donnent qu'assez rarement la profession des parents, nous n'avons pas jugé utile de les dépouiller, étant donné la perspective de notre étude.
- (23) A.D. Hérault, non coté. Le produit des cotes personnelles s'élève à 77 560 l. Pour un total de 10 844 cotes la moyenne d'imposition s'établit à 7,15 l., soit 7 l. 3 s. Selon différentes estimations Montpellier comptait vers la fin de l'Ancien Régime approximativement 32 000 à 33 000 habitants (32 793 au recensement de 1801) ; cf. à ce sujet D. ROCHE, **Le siècle des lumières en province. Académies et académiciens provinciaux, 1680-1789**, thèse pour le doctorat d'Etat, Paris-IV, 1973, dactyl., t. III, tableau 2. Pour l'identification des anciens métiers (fenassiers, pradiers, romaniers, formiers, palemardiens, peillarots, etc.) nous avons eu recours à : S.J. HONNORAT, **Dictionnaire provençal-français, ou dictionnaire de la langue d'oc ancienne et moderne, suivi d'un vocabulaire français-provençal**, 3 vol., Digne, 1846-1847. Nous avons exclu de la capitation les vingt seigneurs de paroisse résidant hors de Montpellier et capités à part. Les veuves dont la profession était indiquée ont été totalisées avec ces catégories socio-professionnelles respectives. Les cotes collectives (« Le Sr X. et ses fils ») ont été comptées une seule fois. De ce fait, le total des cotes repérées — 10 609 cotes personnelles indiquées, à quoi s'ajoutent les 118 cotes d'office des officiers de la Cour des Aides, et celles de la compagnie des Trésoriers de France (34), soit au total 10 761 cotes — est légèrement inférieur au total des capités indiqué sur l'imprimé (10 844 cotes personnelles et 152 cotes d'office, soit 10 996 au total).
- (24) J. DUPAQUIER, « Problèmes de mesure et de représentation graphique en matière d'histoire sociale », **Actes du 89^e Congrès National des Sociétés Savantes**, Lyon, 1964, t. II, vol. I, pp. 77-86.
- (25) Les noms de ces garçons et domestiques ne sont pas détaillés par l'imprimé, mais leur total (1754) est indiqué à la p. 52. Tout comme les autres compagnons et les garçons artisans, ils sont habituellement compris dans la catégorie **b** de notre tableau.
- (26) Voir le graphique dans : CHARTIER, COMPÈRE et JULIA, o.c., pp. 270-271.
- (27) DELPUECH, o.c.
- (28) **Ibid.**
- (29) Voir : M. GARDEN, **Lyon et les Lyonnais au XVIII^e siècle** (Bibl. de la Fac. des Lettres de Lyon, 18), Paris s.d. (= 1970), pp. 242, 246, 254, 266, 311, 351-352 et 450.
- (30) Ce résultat contraste avec le taux obtenu pour le collège d'Avallon, où en moyenne 2 enfants sur 3 avaient un frère au collège, mais où ce taux était nettement plus fort en haut de l'échelle sociale ; au niveau des artisans les taux sont comparables. Il est vrai qu'il s'agit là d'un collège, alors que nous parlons d'une école à un niveau inférieur. Faut-il incriminer la rétribution scolaire ? Voir : W. FRIJHOFF et D. JULIA, **Ecole et société dans la France d'Ancien Régime** (Cahiers des Annales, 35), Paris, 1975, p. 37, tableau 10.
- (31) Le grand vicaire Farjon paie la rétribution scolaire d'au moins deux d'entre eux. En outre, l'ainé apprend le latin, selon toute vraisemblance en vue d'accéder à la cléricature.
- (32) La sous-représentation des catégories pauvres parmi les pensionnaires se comprend aisément : pour être admis, il fallait payer, se faire octroyer une pension de la Régie, ou trouver un mécène. A défaut, par exemple dans le cas des orphelins pauvres, les enfants n'étaient pas reçus au pensionnat, mais à l'hôpital (cf. 46 H 1, délib. 2-5-1769 : le petit Comy est refusé pour cette raison). La même pratique existait à Grenoble, selon BARBERY, o.c., p. 135.
- (33) Le 31-1-1769 le bureau confirme une mesure qui avait été convenue « verbalement (...) depuis longtemps », à savoir de « ne point accepter des enfants hors du diocèse » (46 H 1). La mesure n'a pas toujours été respectée, pour des raisons que nous ignorons.
- (34) L'indice de dispersion (ou coefficient de variation) est l'écart type divisé par la moyenne. Lorsque tous les enfants ont exactement le même âge, il est égal à 0,0. On notera le tassement de l'indice dans le groupe des fils de marchands, qui semble plus homogène que les autres. A titre de comparaison, voir les indices de dispersion des âges à l'entrée de quelques collèges, nettement plus bas, dans : FRIJHOFF et JULIA, o.c., p. 53, et tableau 15.
- (35) Notons que la fourchette y est plus large : de 4 à 18 ans.
- (36) Nous avons évidemment soustrait de ce calcul les quarante-six externes présents à la fin du catalogue, ainsi que les élèves morts à l'école, par ailleurs relativement nombreux : deux parmi les externes (mais du fait même qu'il s'agit d'externes ils ne nous seront pas tous connus), onze (soit 5,3 %) parmi les pensionnaires.
- (37) Les sorties les plus tardives concernent des élèves en situation particulières : deux séminaristes (sorties à 25 et 22 ans), un latiniste (22 ans), un élève qui va apprendre le pilotage (21 ans).
- (38) Trois élèves seulement ont été retrouvés successivement au pensionnat et parmi les externes ; outre Jérôme Dumas il s'agit de Jean-Antoine Brandoui(n), fils d'un agent de change et négociant protestant de Montpellier, qui passe trois ans à l'externat, puis cinq au pensionnat (il a, par ailleurs, un frère parmi les externes, un autre au pensionnat), et de Laurent Rouvière, de Baillargues, issu de parents protestants, qui, après cinq ans de pensionnat, continue encore sept mois de fréquenter l'externat.
- (39) 46 H 6 (25-2-1770).
- (40) 46 H 6 (6-1-1767).
- (41) 46 H 1 (délib. 16-5-1769).
- (42) 46 H 7 (9-6-1777). Autres cas d'apostasie : **Ibid.** (28-4-1781), la mère de l'élève Jean Gramont (de père protestant) « était catholique, mais elle a apostasié pour professer la religion de Calvin » (J.-P. Pignon, 12-9-1782).
- (44) Cf. par exemple 46 H 7 (Laurent Albaret, 25-2-1778, fils d'un boulanger ; Guillaume et Pierre Bouisson, 16-8-1778, fils d'un

- maréchal ferrant ; Jean-Pascal Guillot, 22-2-1777, fils d'un plâtrier protestant et d'une mère catholique, « mauvais sujets »).
- (45) Ainsi 46 H 6 (François Grolier, 12-10-1746, fils d'un marchand épiciier ; la mère « donne de l'espérance de changer bientôt de religion ») ; 46 H 7 (Jean Chabanon, 14-12-1772) ; 46 H 1 (délib. 16-5-1786, concernant Meyran, de Lansargues, qui recevra une aumône de 6 l. par mois ; délib. 22-5-1789 : le fils Rolland, orphelin d'un père récemment converti, élevé par son grand-père, perruquier catholique, reçoit au même titre 6 l. par mois).
- (46) 46 H 7 (8-5-1783).
- (47) 46 H 1 (délib. 2-5-1769 et 22-5-1770).
- (48) 46 H 1 (délib. 22-12-1755).
- (49) 46 H 7 (l'enfant meurt peu après, le 3-6-1784). Pour des cas semblables, cf. *Ibid.* : Pierre Vabre, de Ganges (vers 1775), dont la mère, protestante, « s'est remariée avec un protestant. Tous les parents sont protestants » ; 46 H 1 (délib. 1-10-1769 : Guillaume Conte, orphelin de parents protestants, « entre les mains d'une tante protestante », est reçu le 13 novembre suivant ; cf. 46 H 6, à son sujet) ; 46 H 7 (Antoine Mazet, 1-4-1780, orphelin de Ganges, issu d'un mariage mixte : « le dit enfant serait tombé entre les mains des protestants »).
- (50) 46 H 1 (délib. 11-5-1779, élève anonyme, non identifié).
- (51) 46 H 7 (sortie du 30-5-1774). Un cas semblable est celui des frères François et Jacques Carles, orphelins d'Antoine, maréchal ferrant à Montpellier : ils ont « deux sœurs catholiques » ; l'aîné sera tonsuré, le cadet devient sellier (46 H 6-7).
- (52) 46 H 7 (26-10-1771), inscriptions à Cuminal et à Quiminal.
- (53) 46 H 6 et 7 (30-5-1765 ; rentré le 5-10-1769).
- (54) 46 H 7 (16-12-1782).
- (55) La quasi-totalité des enfants issus de ménages protestants (94 %) était en effet reçue gratuitement, soit en vertu d'une pension de la Régie, soit, mais beaucoup plus rarement, aux frais de la maison ; ce pourcentage tombe à 65 lorsqu'un des parents s'avère catholique.
- (56) 46 H 11 (autorisation par Louis André, du 2-1-1790).
- (57) 46 H 11 (autorisation du 15-2-1789).
- (58) Cf. FRIJHOFF & JULIA, *o.c.*, tableaux 17 et 27.
- (59) 46 H 1 (délib. 22-3-1774).
- (60) Les professions des pères sont les suivantes : deux chirurgiens, un notaire, un bourgeois, un médecin, un financier, un garde-magasin et le secrétaire du commandant en chef de la province.
- (61) Trois neveux de chanoines membres du bureau et le frère du vicaire de Ganges ; le fils d'un organiste et le fils aîné du basson de Saint-Pierre.
- (62) Voir : A. BARDON, « L'enseignement secondaire dans le diocèse d'Alais », *Mémoires et comptes rendus de la société scientifique et littéraire d'Alais*, 16 (1884), p. 144 : liste des écoliers du collège en 1767 où ne figure pas Marie-Joseph Flessières, parti de Montpellier en 1765 pour aller dans ce collège ; on peut donc penser qu'y ayant fait sa rhétorique en 1765-1766, il a déjà quitté le collège en 1767.
- (63) 46 H 1 (délib. 6-6-1769).
- (64) Pour les apprentissages artisanaux dont le coût est connu, la répartition est la suivante : 8 à moins de 100 l. ; 23 de 100 à 199 l. ; 27 de 200 à 299 l. ; 12 à 300 l. et plus.
- (65) Notons cependant que l'apprentissage d'un commis de marchand coûte 500 l. et celui d'un pilote de navire 304 l. (instruments compris).
- (66) 46 H 16 (contrat pour Antoine Moulenat, avril 1766).
- (67) Au moins 15 sur les 76 artisans avec lesquels des contrats sont signés sont identifiables comme parents d'élèves ou comme anciens élèves (externes).
- (68) Cf. GARDEN, *o.c.*, pp. 275-313.
- (69) Cf. à cet égard : J.-Cl. PERROT, *Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle*, t. I, Paris-La Haye 1975, pp. 314-315.
- (70) 46 H 1 (délib. 12-11-1771).
- (71) 46 H 11 (François Sablier, 16-5-1789).